

Les VOIES RÉVOLUTIONNAIRES

Sous l'impulsion de la Révolution russe, la III^e Internationale a formé dans tous les pays des partis communistes, dont le but pratique était l'instauration de la dictature du prolétariat. Avec elle, le socialisme est devenu une réalité vivante, l'aboutissement normal de toutes les luttes ouvrières.

Mais la réaction stalinienne a brouillé les notions les plus claires du programme révolutionnaire. Le socialisme n'a plus été l'apanage que de l'Union Soviétique et, accessoirement, des « démocraties populaires ». Pour les prolétaires du monde entier, il n'a plus constitué qu'un lointain idéal d'avenir. Les Partis Communistes ont cessé de lutter directement pour la Révolution; ils ont découvert des étapes préparatoires à la prise du pouvoir: étapes démocratiques, nationales, toutes marquées par un même souci d'alliance avec des fractions importantes de la bourgeoisie. Les motifs de cette dérobade permanente devant les exigences de la lutte révolutionnaire peuvent être trouvés dans leur pessimisme foncier: sans foi dans la capacité de lutte du prolétariat, les dirigeants staliniens nationaux pensent que leur tâche se borne à appuyer la politique étrangère de l'U.R.S.S. Profondément liés à la bureaucratie soviétique, les Thorez de tous les pays se sont opposés et s'opposent partout au développement révolutionnaire des offensives ouvrières. Pour eux l'essentiel est d'obtenir que se forment des gouvernements favorables à l'alliance soviétique, à la « détente ». Pour en arriver là, toutes les concessions sont bonnes. Et si les travailleurs veulent aller de l'avant en ignorant ces finesses diplomatiques, tout est mis en œuvre pour étouffer sinon briser leur mouvement. Ainsi en a-t-il été en France en 1936 puis en 1944, en Espagne en 1936, en Grèce en 1944, dans bien d'autres pays encore.

La crise du stalinisme et les voies du socialisme

La crise du stalinisme libère d'énormes forces révolutionnaires, jusque là étouffées par l'appareil bureaucratique. Avec l'écroulement du gigantesque édifice de contrainte et de mensonge, les meilleurs militants communistes voient disparaître la nécessité d'une fidélité inconditionnelle à la diplomatie de l'U.R.S.S. Et leur première démarche est d'affirmer hautement leur volonté de lutter pour la réalisation du socialisme dans leur propre pays. Là se trouve l'origine du mot d'ordre des « voies nouvelles du socialisme ».

C'est Khrouchtchev qui, au XX^e Congrès, a lancé le mot, en expliquant que la lutte révolutionnaire pouvait, à notre époque, revêtir des formes nouvelles, différentes de celles de la Révolution russe. A vrai dire, il n'entendait par là qu'ouvrir aux divers partis communistes la possibilité de manœuvres opportunistes plus étendues. Toute son argumentation en faveur des « voies nouvelles » était, en effet, basée sur le rôle décisif du Parlement dans la lutte révolutionnaire. Qu'importe! Les « voies nouvelles » furent adoptées par des milliers de communistes qui y virent une rupture avec la vieille pratique contre-révolutionnaire du stalinisme.

Ce fut d'abord dans les « démocraties populaires » que commença la bataille. Suivant l'exemple yougoslave, les opposants les plus résolus réclamèrent le droit de suivre leur propre voie vers le socialisme. Les révolutions polonaise et hongroise ont pleinement révélé toutes les tares bureaucratiques des régimes d'Europe orientale. Là-bas, les transformations de la société bourgeoise se sont opérées en dehors de toute participation des masses; les Ulbricht, les Rakosi n'ont tiré leur force que de l'appui matériel de l'Union Soviétique, constamment présente par ses envoyés militaires et policiers. L'exemple de l'U.R.S.S. n'a été invoqué que pour copier servilement les méthodes de répression, la planification bureaucratique, l'étouffement des libertés propres au stalinisme. Voie nationale vers le socialisme (et non « communisme national ») dans de telles conditions signifie seulement marche vers le socialisme au rythme et sous les formes rendues possibles par la conscience de la classe ouvrière du pays, sans tutelle bureaucratique étrangère.

La situation n'est évidemment pas la même dans les Partis Communistes des pays capitalistes. La revendication des « voies nationales » vers le socialisme n'y a, par elle-même, aucun contenu positif. Bien au contraire, ce sont les éléments les

plus opportunistes qui la mettent en avant. Lorsque Giolitti, reprenant des thèmes développés dans la direction même du P.C. italien, rejette la fidélité inconditionnelle à l'U.R.S.S., c'est pour mieux s'allier avec les réformistes nationaux. De même, la « voie nouvelle » du « communiste national » Pierre Hervé l'amène derrière le carrosse de Guy Mollet. On pourrait trouver ailleurs encore d'autres exemples de communistes ayant pris au pied de la lettre la ligne opportuniste du rapport de Khrouchtchev.

Mais, en même temps, de véritables révolutionnaires cherchent à définir une tactique correcte, et reprennent à leur compte les « voies nouvelles du socialisme ». De toutes ces tendances contradictoires naît une grande confusion. Aussi importante-t-il de répondre clairement à une série de questions que pose toute cette agitation:

Quel problème fondamental le prolétariat doit-il résoudre dans sa lutte pour la transformation révolutionnaire de la société?

Dans quelle mesure les conditions particulières à chaque pays influent-elles sur la stratégie et la tactique des travailleurs?

Pour une véritable dictature du prolétariat

L'expérience de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires », de la Chine, montre, sans contestations possibles, que l'agent essentiel de toute édification socialiste, c'est le pouvoir d'Etat. Pour planifier l'économie, développer harmonieusement les rapports entre la ville et la campagne, il est nécessaire que le prolétariat puisse concentrer toutes ses énergies sous une seule direction, intervenir d'un seul bloc dans les luttes sociales; et rien de tout cela n'est possible sans mainmise sur l'Etat.

Toutefois, le problème est plus vaste encore. Le développement intérieur de l'U.R.S.S. depuis la mort de Lénine a été dans le sens d'un renforcement de l'Etat, au détriment du pouvoir réel des travailleurs. En Europe orientale, en Chine, dans une certaine mesure, le pouvoir d'Etat est d'abord tombé tel quel sous le contrôle des Partis Communistes, qui ont, par la suite, éliminé progressivement les fonctionnaires les plus corrompus et modifié la structure de l'Etat. Dans tous ces cas, le renforcement du pouvoir d'Etat, aux mains de la classe ouvrière et de ses représentants, n'a pu contribuer autant qu'il était nécessaire au renforcement du socialisme. Et cela, à cause de l'absence de démocratie ouvrière. Ainsi ont été possibles les violations flagrantes de la légalité révolutionnaire, les erreurs

grossières dans la collectivisation agricole, le mépris des revendications des producteurs, la gabegie bureaucratique, etc. Et, après les expériences de Pologne et de Hongrie qui ont fait revivre les conseils ouvriers, on peut affirmer que tout Etat ouvrier ne peut assumer pleinement ses tâches que s'il s'appuie directement sur les masses travailleuses. Celles-ci doivent avoir la possibilité de participer à la gestion des entreprises et à l'orientation de toute l'économie, de contrôler et, dans la plus large mesure, de diriger l'ensemble des services d'Etat. Il n'est pas de développement socialiste harmonieux sans démocratie directe. Et pour se rapprocher constamment de cet idéal, les conseils ouvriers, organes de lutte, d'action et d'éducation des travailleurs, restent un moyen irremplaçable.

On en revient ainsi à la formule de Lénine que quarante ans d'expériences ont largement confirmée: la seule voie au socialisme est la dictature du prolétariat — ce qui signifie la destruction du vieil appareil d'Etat bourgeois, instrument d'exploitation, et l'instauration d'un Etat ouvrier, constitué du rassemblement des conseils d'ouvriers et de paysans.

Rassurons tout de suite ceux que des années de stalinisme ont rendu méfiants d'une trop grande fidélité à la lettre des textes marxistes. Il s'agit là d'une formule politique générale, qui exprime le but que doivent se fixer ceux qui veulent que le passage au socialisme se fasse avec le plus de rapidité et d'harmonie possibles. La réalité des luttes de classes fera surgir mille formes concrètes de la dictature du prolétariat; c'est ce qu'ont compris certains théoriciens de la déstalinisation qui oublient malheureusement que le passage au concret ne fait que renforcer la valeur de la loi générale.

Pour un programme de transition

Tout parti communiste véritable doit se livrer à une propagande systématique en faveur de la dictature du prolétariat, dont il doit faire aussi l'objectif de toutes les luttes ouvrières. Les dirigeants staliniens ont beau jeu de répéter que la prise du pouvoir est impossible, quand ils ne lèvent pas le petit doigt pour la préparer effectivement. La lutte pour le pouvoir pose un problème qui dépasse le niveau de la simple propagande. Un grand nombre de travailleurs n'accepte pas l'idée d'une dictature du prolétariat. En fait, la plus grande partie de la classe ouvrière elle-même ne peut commencer à lutter consciemment ou à accepter la nécessité d'une telle solution qu'au travers d'une série de luttes de masses, lui montrant l'impos-

Au 40^e anniversaire de la Révolution

LE 31 OCTOBRE, RÉUNION A LA MU

LE 5^E CONGRÈS MONDIAL DE LA IV^E

AVEC LA PARTICIPATION DE DELEGUE